

**Conseil exécutif de l'ACEP**  
**Compte rendu de la réunion du 9 juillet 2008**  
**Bureau national de l'ACEP**  
**Salle de conférence**  
**17 h 45**

**Présences** : J. Aggrey (président), G. Dussault, M. Holyk (téléconférence), J. Horvath, M. Korol, M. Mascaro, L. Perrin, A. Picotte, A. Sipos, S. Spak, C. Therrien, M. Zinck, C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

**Absences justifiées** : J.-R. Benoît, C. Card, C. Lakaski, R. McVicar, S. Spano.

**1 a) Adoption de l'ordre du jour**

L. Perrin demande que le point 2e) Dissolution du Comité d'examen de la gouvernance soit reporté à la réunion de septembre du CEN.

**Résolution** : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par L. Perrin que l'ordre du jour soit adopté avec modification. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

**1b) Adoption du compte rendu de la réunion du 25 juin 2008**

J. Aggrey demande l'ajout d'un nouveau paragraphe au point « Position de l'ACEP concernant les membres du CEN reclassifiés à l'extérieur de l'unité de négociation », comme suit :

« J. Aggrey déclare que nos Statuts permettent uniquement aux membres titulaires et aux membres aspirants de se présenter à une fonction et de l'occuper et de siéger aux comités établis par l'Association ou au CEN, sauf dans les cas où seuls des membres du CEN peuvent en être en membres. »

**Résolution** : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par S. Spak que le compte rendu soit adopté avec modification.

Quelques membres ne se rappellent pas que cette déclaration ait été faite et, après discussion, on demande le vote.

Pour = 5, contre = 7, abstention = 0. **Résolution rejetée.**

J. Horvath mentionne qu'au même point, le compte rendu devrait refléter que c'est lui qui a demandé qu'un énoncé de politique à cet égard soit adopté.

D. Martin mentionne qu'elle a reçu des modifications d'A. Sipos, également au même point, comme suit : « Il a été mentionné » au deuxième paragraphe devrait être remplacé par « D. Martin mentionne » et le point « levée de la séance » devrait être remplacé par « Suspension ».

**Résolution** : Il est proposé par L. Perrin et appuyé par M. Holyk que le compte rendu soit adopté avec les modifications de J. Horvath et d'A. Sipos.

Pour = 8, contre = 3, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

### **1c) Recommandations du Comité des finances**

1) Le Comité des finances recommande au Conseil exécutif qu'une somme de 3 103,64 \$ soit virée du Fonds de prévoyance du Conseil exécutif afin de couvrir le déficit du poste « **Négociations collectives** ».

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par M. Zinck que la recommandation soit adoptée.

Pour = 11, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

2) Le Comité des finances recommande au CEN d'adopter une politique relative au Fonds de réserve et que, dans le cas où le CEN adoptait cette recommandation, de confier au Comité des finances la tâche d'élaborer une politique pour l'Association.

Il est mentionné que la version française de cette recommandation n'a pas la même signification que la version anglaise et qu'il faudrait les rendre uniformes.

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par G. Dussault que le Comité des finances élabore un projet de politique pour fins d'examen par le CEN. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

3) Le Comité des finances recommande au CEN d'examiner la possibilité de regrouper l'AGA et l'AGB.

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par G. Dussault que le Comité des Statuts et Règlements soit saisi de cette recommandation.

**Résolution adoptée à l'unanimité.**

4) Le Comité des finances souligne au CEN le manque de jugement du président qui a utilisé la presque totalité du budget de formation affecté au perfectionnement du président et de la direction pour une seule et unique activité de formation pour lui-même au cours de la dernière année de son mandat.

A. Picotte fait remarquer que la question a été réglée à la réunion du 25 juin 2008.

5) Le Comité des finances demande que copie de la facture pour la formation du président lui soit remise ainsi qu'au CEN.

**Suivi** : J. Aggrey déclare qu'il fournira la facture pour la prochaine réunion du Comité des finances et celle du Conseil exécutif.

6) Le Comité des finances recommande au CEN d'adopter une politique exigeant la communication des détails relatifs aux frais de repas et de relations publiques par la haute direction, ce qui comprend le président et les deux directeurs de l'Association.

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par C. Therrien que cette recommandation soit adoptée.

M. Mascaro demande si cela s'impose, car le Comité des finances devrait déjà avoir le pouvoir de demander ces renseignements.

On demande de remplacer « politique » par « directive ».

D. Martin demande que la recommandation soit modifiée de manière à inclure tous les membres du personnel de direction et elle mentionne que la direction inclut le président.

**En conséquence**, A. Picotte et C. Therrien **conviennent de retirer** la résolution ci-dessus.

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par C. Therrien que le CEN adopte une directive exigeant la communication des détails relatifs aux frais de repas et de relations publiques par la direction.

M. Holyk proposé un amendement favorable, à savoir, l'ajout des mots « au CEN et au Comité des finances ».

Le proposeur et l'appuyeur acceptent l'amendement favorable.

La résolution amendée se lit comme suit :

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par C. Therrien que le CEN adopte une directive exigeant la communication des détails relatifs aux frais de repas et de relations publiques par la direction au CEN et au Comité des finances.

Pour = 11, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

7) Le Comité des finances recommande au CEN d'approuver le paiement de la facture pour services rendus de Cushman & Wakefield Lepage, au montant de 7 875 \$.

Des préoccupations sont exprimées concernant certains services rendus figurant dans cette facture, en particulier le fait que la lettre d'offres a été retirée et que le CEN ne l'a pas autorisé.

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par C. Therrien que le CEN approuve le paiement.

A. Sipos demande un vote par appel nominal.

J. Aggrey – pour, L. Perrin – pour, A. Picotte – pour,  
G. Dussault – contre, C. Therrien – pour, A. Sipos – abstention,  
M. Korol – pour, S. Spak – pour, M. Mascaro – abstention, M. Zinck,  
pour, M. Holyk – abstention, J. Horvath – abstention.

Pour = 7, contre = 1, abstentions = 4. **Résolution adoptée.**

## **2 a) Article 10 révisé du Cadre de règlements pour les sections locales**

Il est mentionné que certaines sections locales pourraient avoir de la difficulté à obtenir le quorum en vertu du paragraphe 10.2.

M. Zinck déclare qu'il s'agit simplement d'une ligne directrice pour la section locale et que le Conseil exécutif de la section locale devrait modifier ses règlements le cas échéant, en fonction de ses besoins particuliers et du nombre de ses membres.

J. Horvath formule des commentaires supplémentaires, et J. Aggrey lui demande de les communiquer à M. Zinck.

**Résolution** : Il est proposé par M. Zinck et appuyé par C. Therrien que le CEN adopte l'article 10 révisé.

Pour = 8, contre = 0, abstentions = 4. **Résolution adoptée.**

J. Aggrey remercie M. Zinck pour tout son travail relatif à l'élaboration du cadre.

## **2 b) Rapport du sous-comité d'enquête sur la plainte des membres de l'ACEP**

M. Korol fait le point pour le Conseil exécutif national et il signale que le sous-comité considère la question comme close.

J. Aggrey remercie les membres du sous-comité de tout leur travail relatif à l'enquête.

### **2 c) Plainte de L. Perrin**

L. Perrin présente sa plainte au Conseil exécutif national et demande la constitution d'un sous-comité chargé d'enquêter sur elle. Il demande que l'enquête ait lieu dans les plus brefs délais afin que tout soit réglé avant les prochaines élections.

**Résolution** : Il est proposé par M. Holyk et appuyé par C. Therrien que le CEN constitue un sous-comité chargé d'enquêter sur la plainte de L. Perrin.

L. Perrin déclare qu'il se réfuse pour le reste de la discussion sur ce point.

J. Aggrey déclare lui aussi qu'il se réfuse à se stade-ci.

M. Holyk propose M. Zinck comme président d'assemblée pour ce point, et personne ne s'y oppose.

M. Zinck déclare que, conformément au Règlement 5.3, le CEN est tenu de constituer un sous-comité composé de trois membres.

En conséquence, M. Holyk **retire** sa résolution ci-dessus.

M. Zinck demande s'il y a des volontaires pour siéger au sous-comité.

C. Therrien, G. Dussault et M. Mascaro se portent volontaires.

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par A. Sipos que les volontaires susmentionnés soient nommés membres du sous-comité.

Pour = 7, contre = 0, abstentions = 3. **Résolution adoptée.**

### **2 d) Contrat d'emploi du président**

Une longue discussion porte sur ce point. Plusieurs membres du CEN déclarent que ce document appartient au CEN, car c'est lui qui gère le contrat du président. On demande pourquoi le président refuse d'en remettre copie au CEN.

Le président déclare que, si quelqu'un lui en avait demandé copie, il la lui aurait remise.

Les membres soulignent qu'il y a eu plusieurs échanges de courriels visant à obtenir copie de ce contrat, compte tenu de l'avis juridique reçu sur la question, et qu'ils n'en pas encore obtenu.

M. Mascaro demande à la secrétaire pourquoi elle n'a pas envoyé le document comme demandé dans son courriel du 2 juillet 2008.

D. Martin répond qu'elle a lu dans un échange de courriels de J. Aggrey que celui-ci n'a pas approuvé la distribution du contrat au CEN et qu'en conséquence, elle n'a pas envoyé le document et qu'elle ne pourrait pas le faire tant que le président ne l'aurait pas autorisé.

Il est mentionné que le CEN devrait en avoir copie pour qu'un contrat puisse être préparé avant les prochaines élections. On ajoute qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de gestion de ce contrat.

**Résolution** : Il est proposé par J. Horvath et appuyé par G. Dussault que le CEN blâme le président pour ne s'être pas conformé au dernier point centré du Règlement 5.2, au paragraphe 3.6 des Statuts et au droit canadien, comme l'indique l'avis juridique reçu le 23 juin 2008, que des amendes sévères soient imposées et que le CEN prenne immédiatement une action en justice pour faire valoir ses pouvoirs.

On demande le vote par appel nominal.

J. Aggrey – contre, L. Perrin – abstention, A. Picotte – contre, G. Dussault – pour, C. Therrien – pour, A. Sipos – pour, M. Korol – contre, S. Spak – contre, M. Mascaro – pour, M. Holyk – pour, J. Horvath – pour.

Pour = 6, contre = 4, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

#### **4 a) Rapport du président**

**Rapport à venir de J. Aggrey pour fins d'insertion.**

#### **4 b) Rapport des Services professionnels**

##### **Conversion EC**

- Les ministères respectent l'échéancier pour les NPP, à quelques rares exceptions près.
- Certains membres ont été avisés que leurs postes ne seraient pas convertis, mais plutôt reclassifiés.
- L'ACEP reçoit moins d'appels que prévu sur la conversion EC, à peine quelques douzaines par semaine.

- L'avis aux membres sera envoyé de nouveau et affiché sur le site Web de l'ACEP.
- Un article est en cours de rédaction pour fins de parution dans le prochain numéro d'*Entre professionnels*.
- Dans le même ordre d'idées, j'ai rencontré le Conseil exécutif de la section locale RHDSC, en compagnie de Lionel Saurette (ART) afin d'examiner le processus de conversion en général et, également, de parler de la conversion EC à RHDSC.

#### La prime de bilinguisme et le groupe TR

- La Directive du Conseil national mixte sur la prime au bilinguisme exclut expressément le groupe TR de la prime au bilinguisme.
- Cependant, l'exclusion est conditionnelle : la prime au bilinguisme est payable à ceux qui doivent exercer des fonctions qui n'ont pas expressément trait à la traduction, s'ils remplissent deux conditions : (1) ils doivent avoir obtenu les résultats voulus à l'ELS; (2) leurs postes doivent avoir été identifiés bilingues par l'employeur.
- Si nous avons bien compris, certains membres estiment qu'ils devraient recevoir la prime.
- L'ACEP examine actuellement la question.

#### Les négociations collectives TR

- La séance de négociation en juin s'est révélée fort frustrante pour l'équipe de négociation TR de l'ACEP; nous avons essuyé une fin de non-recevoir pour toutes les questions en litige pour lesquelles on attendait une réponse de l'employeur.
- Les parties ont tenté de régler ensemble des problèmes qui se sont posés à la table au cours des 10 derniers mois.
- Après avoir fait le point sur les progrès marqués à la table, l'équipe a estimé que le moment était venu de faire appel à l'intervention d'un tiers.
- Le négociateur principal de l'équipe TR et le négociateur principal de l'employeur ont rencontré sans formalité un représentant de la Commission des relations de travail dans la fonction publique pour discuter de la possibilité que la Commission vienne en aide aux parties.
- Le représentant de la Commission a avancé qu'il fallait examiner certaines questions avant que la Commission puisse s'engager à fournir de l'aide.
- Il a demandé aux deux négociateurs d'examiner ces questions avec les membres de leurs équipes respectives.
- Le représentant de la Commission et les deux négociateurs se rencontreront le 25 juillet pour établir la prochaine étape.

## Les négociations collectives EC

- L'équipe de négociation EC de l'ACEP a rencontré l'employeur le 2 juillet pour achever son exposé de la justification de ses revendications salariales et présenter celles-ci.
- Hélène Paris, agente de recherche de l'ACEP, a effectué de l'excellent travail en rassemblant et analysant les divers renseignements de manière à justifier nos revendications salariales.
- Il y a lieu de féliciter l'équipe de négociation de la proposition stratégique qu'elle a présentée à la table.
- L'employeur passera l'été à examiner les quatre volets de la justification de nos revendications salariales, puis il reviendra à la table de négociation au cours de la dernière semaine de septembre avec une contre-proposition.
- Une fois que nous aurons eu cette contre-proposition, nous pourrons examiner de plus près les revendications qui entraîneront un coût direct pour l'employeur, par ex., celles qui ont trait aux congés.
- Deux autres séances de négociation pour la table EC sont provisoirement prévues, une en octobre et une autre en novembre.

## Les communications

- L'ACEP enverra aux membres, au début d'août, le plus récent numéro d'*Entre professionnels*.
- La publication a été retardée pour diverses raisons ayant trait aux ressources, mais aussi à cause d'activités : nous attendions que certaines choses se produisent afin de pouvoir analyser des questions connexes d'intérêt pour nos membres.
- Le prochain numéro abordera diverses questions, notamment : la contestation en vertu de la charte, la conversion EC, le sondage en ligne sur les négociations collectives auprès des membres de la BdP, une récente décision concernant le congé de maternité et les employées nommées pour une période déterminée, une récente entente de mutations entre l'ASFC et le Conseil du Trésor et l'application de la prime au bilinguisme à nos membres TR.

## **5 a) Questions relatives aux comités**

### Les élections de 2008 et le Comité des élections et des résolutions

On remet au Conseil exécutif national une lettre de M. Dewing, président, concernant la pétition relative aux pensions, en soulignant qu'elle ne contient pas de proposition et qu'il n'y a pas lieu d'y donner suite.

Par cette lettre, le CEN est aussi avisé que, si jamais une résolution est soumise conformément aux Règlements, on lui donnera suite en conséquence.



### **Levée de la séance**

**Résolution** : Il est proposé par A. Picotte et appuyé par L. Perrin que la séance soit levée à 22 h 05.

J. Aggrey déclare qu'il obtiendra un avis juridique indépendant.